



## Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/25070/Add.51  
28 décembre 1993  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS  
DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT  
OU EN EST LEUR EXAMEN

### Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/25070 du 11 janvier 1993, S/25070/Add.4 du 4 février 1993, S/25070/Add.7 du 26 février 1993, S/25070/Add.8 du 8 mars 1993, S/25070/Add.10 du 22 mars 1993, S/25070/Add.13 du 13 avril 1993, S/25070/Add.17 du 20 mai 1993, S/25070/Add.19 du 3 juin 1993, S/25070/Add.23 du 2 juillet 1993, S/25070/Add.24 du 6 juillet 1993, S/25070/Add.26 du 9 juillet 1993, S/25070/Add.29 du 30 juillet 1993, S/25070/Add.32 du 20 août 1993, S/25070/Add.34 du 3 septembre 1993, S/25070/Add.37 du 24 septembre 1993, S/25070/Add.39 du 7 octobre 1993, S/25070/Add.41 du 22 octobre 1993, S/25070/Add.42 du 29 octobre 1993, S/25070/Add.43 du 4 novembre 1993 et S/25070/Add.45 du 22 novembre 1993.

Au cours de la semaine qui s'est terminée le 25 décembre 1993, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

La situation au Rwanda (voir S/25070/Add.10, S/25070/Add.25, S/25070/Add.36 et S/25070/Add.40)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 3324<sup>e</sup> séance, le 20 décembre 1993, comme convenu lors de ses consultations préalables. Il était saisi du deuxième rapport du Secrétaire général sur la Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda (S/26878).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants du Rwanda et de l'Ouganda, sur leur demande, à participer au débat, sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/26888) qui avait été élaboré au cours de consultations préalablement tenues par le Conseil.

Le Conseil a ensuite procédé au vote sur le projet de résolution S/26888 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 891 (1993).

La résolution 891 (1993) se lit comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 812 (1993) du 12 mars 1993 et 846 (1993) du 22 juin 1993,

Rappelant sa résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993 établissant la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR),

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général (S/26878) en date du 15 décembre 1993,

Se félicitant des résultats substantiels obtenus par le déploiement de la Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda (MONUOR),

Souscrivant à l'opinion du Secrétaire général, partagée par les Gouvernements ougandais et rwandais, selon laquelle la MONUOR a été un facteur de stabilité dans la région et joue un rôle utile pour rétablir la confiance,

1. Accueille favorablement le rapport du Secrétaire général (S/26878);

2. Décide de prolonger le mandat de la MONUOR, tel qu'envisagé dans sa résolution 846 (1993), pour une période de six mois;

3. Note que l'intégration de la MONUOR au sein de la MINUAR a un caractère purement administratif et qu'elle n'aura aucune incidence sur le mandat de la MONUOR, tel que défini dans sa résolution 846 (1993);

4. Exprime sa satisfaction de la coopération et du soutien qu'a apportés le Gouvernement ougandais à la MONUOR;

5. Prie instamment les autorités civiles et militaires dans la zone de déploiement de continuer à faire preuve de coopération;

6. Décide de rester saisi de la question.

La situation en Géorgie (voir S/23370/Add.40, S/25070/Add.4, S/25070/Add.26, S/25070/Add.27, S/25070/Add.31, S/25070/Add.34, S/25070/Add.37, S/25070/Add.42, S/25070/Add.44 et S/25070/Add.45)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 3325e séance, le 22 décembre 1993, comme convenu lors de consultations préalables. Il était saisi d'une lettre datée du 16 décembre 1993, que le Secrétaire général avait adressée au Président du Conseil de sécurité (S/26901).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la Géorgie, sur la demande de celui-ci, à participer au débat, sans droit de vote.

/...

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/26909) qui avait été élaboré au cours de consultations préalablement tenues par le Conseil.

Le Conseil a ensuite procédé au vote sur le projet de résolution S/26909 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 892 (1993).

La résolution 892 (1993) se lit comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 849 (1993) du 9 juillet 1993, 854 (1993) du 6 août 1993, 858 (1993) du 24 août 1993, 876 (1993) du 19 octobre 1993 et 881 (1993) du 4 novembre 1993,

Réaffirmant en outre sa résolution 868 (1993) du 29 septembre 1993 relative à la sécurité des opérations des Nations Unies,

Ayant examiné la lettre du Secrétaire général en date du 16 décembre 1993, concernant la situation en Abkhazie, République de Géorgie (S/26901),

Prenant note de la lettre datée du 9 décembre 1993, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le mémorandum d'accord entre les parties géorgienne et abkhaze signé à Genève le 1er décembre 1993 (S/26875),

Se félicitant de la signature du mémorandum d'accord (S/26875),

Notant que les parties au mémorandum d'accord considèrent qu'une présence internationale accrue dans la zone du conflit favoriserait le maintien de la paix,

Prenant note également de la première série de pourparlers au niveau des experts tenue entre les parties à Moscou, les 15 et 16 décembre 1993, ainsi que de l'intention d'engager à Genève, le 11 janvier 1994, une nouvelle série de négociations en vue de parvenir à un règlement politique global du conflit,

Constatant que les négociations entre les parties ont enregistré des progrès encourageants, qui justifient le déploiement d'observateurs militaires des Nations Unies supplémentaires,

Prenant note des décisions de la réunion ministérielle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), tenue à Rome les 30 novembre et 1er décembre 1993 (S/26843), et se félicitant en outre de la coopération qui se poursuit entre l'ONU et la CSCE en la matière,

Profondément préoccupé par la situation humanitaire en Géorgie, en particulier par le nombre de personnes déplacées et de réfugiés,

/...

1. Accueille favorablement la lettre du Secrétaire général en date du 16 décembre 1993 (S/26901);

2. Autorise le déploiement progressif au sein de la MONUG, comme suite à la recommandation faite par le Secrétaire général dans sa lettre (S/26901), d'un maximum de 50 observateurs militaires des Nations Unies supplémentaires chargés de s'acquitter des fonctions décrites au paragraphe 4 de la résolution 881 (1993) du Conseil de sécurité et, ainsi, de contribuer à la mise en oeuvre par les parties des dispositions du mémorandum d'accord du 1er décembre 1993, et demande au Secrétaire général d'informer le Conseil des tâches dont seront chargés les nouveaux observateurs à mesure que des observateurs supplémentaires seront déployés en sus des 10 observateurs initiaux prévus dans la lettre du Secrétaire général (S/26901);

3. Prend note de l'intention du Secrétaire général de planifier et de préparer un nouvel accroissement éventuel des effectifs de la MONUG, de façon à assurer un déploiement rapide au cas où la situation sur le terrain et le déroulement des négociations le justifieraient;

4. Se déclare disposé à revoir le mandat actuel de la MONUG en fonction des progrès réalisés en vue de favoriser un règlement politique global et à la lumière du rapport que doit présenter le Secrétaire général vers la fin du mois de janvier 1994, rapport qui devra porter, entre autres, sur les activités précises qu'entreprendra la MONUG, sur les résultats escomptés et sur les coûts à prévoir, à la lumière de la situation sur le terrain et du déroulement des négociations;

5. Prie instamment les parties de se conformer pleinement aux engagements qu'elles ont pris dans le mémorandum d'accord, en particulier aux engagements pris conformément aux dispositions principales de l'accord de cessez-le-feu du 27 juillet 1993, qui sont énoncés au paragraphe 1 du mémorandum d'accord;

6. Prie instamment aussi les parties de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité du personnel de la MONUG et se félicite de ce que le Gouvernement de la Fédération de Russie soit disposé à aider le Secrétaire général à cet égard;

7. Prie instamment aussi les parties de se conformer pleinement à l'engagement qu'elles ont pris dans le mémorandum d'accord de créer les conditions voulues pour le retour volontaire des réfugiés, en toute sécurité et dans les meilleurs délais, dans leur lieu de résidence permanent et de faciliter l'octroi d'une assistance humanitaire à toutes les victimes du conflit;

8. Prie instamment aussi les parties de ne prendre aucune mesure, d'ordre politique ou autre, susceptible d'aggraver la situation existante ou d'entraver le processus visant à un règlement politique global;

9. Encourage les Etats donateurs à verser des contributions en réponse à l'appel humanitaire lancé par les Nations Unies;

10. Décide de rester activement saisi de la question.

-----